**DEPARTEMENT
DE LA SEINE SAINT DENIS**

**ARRONDISSEMENT
DE BOBIGNY**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité -Fraternité

COMMUNE DES LILAS

EXTRAIT DU REGISTRE DES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 19 décembre 2018

**Le nombre de Conseillers
Municipaux en exercice
est de 35**

L'an deux mille dix-huit le dix-neuf décembre à dix-neuf heures trente.

Le Conseil Municipal de la Commune des Lilas, légalement convoqué le treize décembre deux mille dix-huit, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Daniel GUIRAUD, Maire.

OBJET

**ADHESION A
L'ASSOCIATION
« COORDINATION
EAU ÎLE-DE-
FRANCE ».**

PRESENTS :

Daniel GUIRAUD, Arnold BAC, Françoise BALTEL, Lionel BENHAROUS, Nathalie BETEMPS, Patrick CARROUER, Madeline DA SILVA, Jean DESLANDES, Malika DJERBOUA, Claude ERMOGENI, Camille FALQUE, Liliane GAUDUBOIS, Guillaume LAFEUILLE, Christian LAGRANGE, Valérie LEBAS, Gérard MESLIN, Christophe PAQUIS, Guillaume ROUSSEAU, Marlène UZAN, Sandie VESVRE, Sonia ANGEL, Jean-François DEBYSER, Marie-Geneviève LENTAIGNE.

formant la majorité des Membres en exercice.

ABSENTS EXCUSES ET REPRESENTES :

Johanna BERREBI par Sandie VESVRE, Roland CASAGRANDE par Claude ERMOGENI, Isabelle DELORD par Christophe PAQUIS, Christine MADRELLE par Liliane GAUDUBOIS, Narcisse NGAKA par Patrick CARROUËR, Delphine PUIPIER par Camille FALQUE, Irina SCHAPIRA par Guillaume LAFEUILLE, Frédérique SMADJA par Lionel BENHAROUS, Manuel ZACKLAD par Arnold BAC, Mathieu AGOSTINI par Marie-Geneviève LENTAIGNE.

ABSENT EXCUSE :
Georges AMZEL.

ABSENT :
Christophe RINGUET.

SECRETAIRE :
Françoise BALTEL.

Accusé de réception en préfecture
093-219300456-20181219-D128-18-DE
Date de télétransmission : 20/12/2018
Date de réception préfecture : 20/12/2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 DECEMBRE 2018**OBJET : ADHESION A L'ASSOCIATION « COORDINATION EAU ÎLE-DE-FRANCE ».****LE CONSEIL,**

Sur la proposition de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.5219-2 et 5219-5 ;**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;**VU** le décret n°2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Établissement Public Territorial dont le siège est à Romainville ;**VU** la délibération CT-2017-12-19-29 du Conseil territorial d'Est Ensemble du 19 décembre 2017 se prononçant sur la non adhésion du SEDIF ;**VU** la délibération CT-2017-12-19-30 du Conseil territorial d'Est Ensemble du 19 décembre 2017 portant approbation d'une convention de coopération entre le SEDIF et les établissements publics territoriaux Grand Orly Seine Bièvre, Plaine Commune, et Est Ensemble ;**VU** la délibération D145/17 du Conseil municipal portant vœu relatif à la gestion publique de l'eau ;**VU** les statuts de l'association « Coordination Eau Ile-de-France » ainsi que la Charte relative aux organisations membres ;**CONSIDERANT** le droit reconnu aux communes d'adhérer à des associations qui répondent par leur action à l'intérêt communal ;**CONSIDERANT** que sous l'effet de la loi NOTRe, les Établissements Publics territoriaux (EPT) ont été amenés à se prononcer sur les modes de gestion de l'eau ;**CONSIDERANT** que la Ville s'est prononcée lors du Conseil municipal du 27 septembre 2017 en faveur d'une non ré-adhésion d'Est Ensemble au SEDIF ainsi que pour une gestion publique de l'eau ;**CONSIDERANT** qu'Est Ensemble, ainsi que les EPT Grand Orly Seine Bièvre et Plaine Commune, ont décidé de ne pas ré-adhérer au SEDIF au 1er janvier 2018 ;**CONSIDERANT** la nécessité d'assurer le service public de production et distribution d'eau potable le temps des études et l'adoption d'une convention provisoire de deux ans avec le SEDIF ;**CONSIDERANT** l'engagement de la Ville, pris dans le même vœu voté en Conseil municipal du 27 septembre 2017, de consulter les habitants, et de se donner le temps et les moyens d'organiser dans les meilleures conditions démocratiques un large débat public, sur cet enjeu fondamental ;**CONSIDERANT** l'importance des travaux de réflexion et de prospective à conduire dans la période à venir pour aller vers une gestion publique de l'eau, et de la nécessité de s'entourer ainsi que de mutualiser les expertises les plus adaptées afin d'œuvrer dans l'intérêt des habitants ;**CONSIDERANT** la contribution de l'association au débat public et sa mobilisation dans le cadre de l'appel à Projet du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis sur la transition écologique, volet eau et climat ;**CONSIDERANT** les outils et actions mis en place et développés par l'association «Coordination Eau Ile-de-France » ;**VU** le budget communal,**VU** l'avis de la commission compétente,**VU** le rapport du représentant légal,**VU** les statuts ci-annexés,

Accusé de réception en préfecture 093-219300456-20181219-D128-18-DE Date de télétransmission : 20/12/2018 Date de réception préfecture : 20/12/2018
--

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ARTICLE 1 : **APPROUVE** l'adhésion de la Ville à l'association « Coordination Eau Ile-de-France ».

ARTICLE 2 : **APPROUVE** les statuts de l'association « Coordination Eau Ile-de-France ».

ARTICLE 3 : **APPROUVE** le versement d'un montant de 500 € au titre de la cotisation pour l'année 2019.

ARTICLE 4 : **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, signer tous documents afférents à la présente délibération.

ARTICLE 5 : **DIT** que les dépenses en résultant seront imputées au budget Ville de l'année correspondante.

ARTICLE 6 : **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, aux intéressés et affichée en mairie.

Le Maire des Lilas,

Daniel GUIRAUD

Certifiée exécutoire compte tenu :

- de sa transmission en Préfecture le
- et de son affichage le
(pendant une durée continue de 2 mois)

Délibération votée par : Voix pour : 33 Voix contre Abstentions NPPV

Accusé de réception en préfecture 093-219300456-20181219-D128-18-DE Date de télétransmission : 20/12/2018 Date de réception préfecture : 20/12/2018
--